



Publication de la LIT-QI - Nouvelle époque - Num. 147

Mars 2009

Europe
Entre la crise économique
et la réponse des travailleurs

La crise économique mondiale a un impact très fort en Europe. **Les données officielles du dernier trimestre de 2008 sont encore pires que celles des Etats-Unis.** Face à un chiffre global de 1,5% du PIB, la presse de l'Union Européenne (UE) parle d'une « chute en vrille ». L'Allemagne, la locomotive du continent, se trouve à la tête avec -2,1%. La production industrielle de décembre 2008 a été de 11,5% inférieure à celle du même mois en 2007. En janvier 2009, les ventes de véhicules ont diminué de 27%. La crise touche de plein fouet tout le continent, que ce soit les grandes puissances européennes, les impérialismes plus petits ou à la périphérie, qu'ils appartiennent à l'UE (les pays de l'Est et les pays baltes) ou non (la Russie, l'Ukraine...).

Le **système financier européen** est en faillite comme celui des Etats-Unis. Toutes les mesures adoptées jusqu'à présent (représentant plus de 1 800 milliards d'euros, près de 15% du PIB européen) n'ont obtenu autre chose que d'arrêter à peine la chute dans l'abîme, alors que la crise financière s'accroît. Il y a les baisses successives du taux d'intérêt, avec les injections multimillionnaires d'argent par la Banque Centrale Européenne (BCE) et avec les interventions massives des gouvernements. Mais le crédit ne coule pas et les banques continuent à voir leur valeur boursière s'évaporer : dans la seule journée du 16 février 2009, elles ont perdu 7% de leur cours (déjà réduit à moins de la moitié pendant la dernière année, et à un tiers dans le cas de la Deutsche Bank).

Les prévisions

Les résultats négatifs récents de l'économie européenne dépassent toutes les prévisions. Les dernières prévisions officielles de l'UE, de janvier 2009, ont été rédigées « avec un niveau d'incertitude exceptionnel », selon leurs auteurs. Pour 2009, ils prévoient une chute moyenne de 1,8% du PIB européen. Mais en Irlande et dans les pays baltes, la chute serait de 5% ou plus, et en Grande-Bretagne de 2,8%. Le chômage officiel de l'UE a augmenté de 1,6 millions de personnes en 2008, touchant 18 millions de chômeurs, 7% de la population active. La prévision officielle pour 2009 est de 3,5 millions en plus (un taux de 8,75%, qui s'élèverait à 10% en 2010).

En réalité, ce sont des prévisions « optimistes » qui seront clairement débordées. Des sources *anonymes* de la Commission Européenne sont arrivées à manifester la crainte que « *ce qui est en jeu n'est pas une récession de 2 ou de 3% mais de 15 à 20%* », un effondrement général de l'économie européenne (accompagnant l'économie mondiale).

La contradiction d'une Union de beaucoup de têtes

En suivant le chemin du gouvernement d'Obama, l'UE prépare un nouveau plan général de sauvetage massif de banques et d'entreprises. Mais la grande différence avec les Etats-Unis est que l'Union européenne n'est pas un « Etat unique », avec un seul gouvernement et des règles communes. Au contraire, c'est un bloc impérialiste où coexistent différents capitalismes en conflit, chacun avec ses propres intérêts et son propre Etat. Au moment où la crise se précipite, la Commission européenne (CE) et, en général, les institutions communautaires sont passées rapidement au second plan, ou ont disparu de la scène, qui a désormais été monopolisée par les gouvernements des grandes économies européennes.

C'est pourquoi, les mesures de sauvetage bancaire ont été nationales et non européennes. La CE s'est limitée à approuver les plans que les Etats membres, en connivence avec leurs propres banquiers, avaient décidé afin de sauver leurs banques nationales et de promouvoir leur concentration et centralisation. On a dénoncé l'achat par la BNP française de 75% de la banque belge Fortis, juste après avoir reçu 2,5 milliards d'euros de l'Etat français. Les banques espagnoles, qui n'ont pas reçu d'injection de capital, se plaignent de la concurrence déloyale des banques « recapitalisées » d'autres pays qui, comme la néerlandaise ING, leur disputent de façon agressive les dépôts espagnols.

Plusieurs Europes

En réalité, il y a plusieurs Europes : celle des impérialismes riches, celle des moins riches et celle des Etats de l'Est. A un extrême, des pays comme l'Allemagne ou la France, les plus riches du continent, peuvent s'embarquer, dans cette première phase de la crise, dans des plans douteux de réactivation et dans des concessions temporaires aux travailleurs, en mettant à profit la richesse accumulée dans le passé et en s'endettant pour le futur.

A l'autre extrême, il y a les pays de l'Est et les pays baltes, de rattachement récent à l'UE. Ce sont les Etats *pauvres qualifiés* : des pays où le capitalisme a été restauré au prix d'un recul économique et social brutal. Ils ont été livrés au capital multinational par la nouvelle bourgeoisie qui est apparue, issue de la vieille bureaucratie stalinienne.

La fragilité de ces derniers pays est extrême : ils dépendent des investissements et du financement des multinationales et des banques étrangères ainsi que des subventions européennes. Trois quarts de leur production est exportée vers l'UE, leurs monnaies s'effondrent. Pour eux, la crise est directement la ruine. Leurs gouvernements, serviles, faibles, discrédités et corrompus, manquent de marge de manœuvre, et leurs « plans de choc » représentent l'appauvrissement et la misère de la population.

C'est le cas de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie..., au bord de la cessation de paiements, ou directement en faillite, avec un chômage qui

avance à grande vitesse, également obligés de se conformer aux prescriptions classiques du FMI (la dévaluation, la régression salariale, le démantèlement de ce qui reste du secteur public, etc.).

Derrière le bloc de l'Est, viennent **les impérialismes de second et de troisième rang de la zone euro**, sur lesquels pend la menace de la cessation de paiements. Après une décennie de croissance, la **Grèce** vit une détérioration économique et sociale accélérée. L'inégalité sociale y est brutale : 80 grands armateurs possèdent un patrimoine équivalent au PIB national. Sa dette nationale, la seconde de l'Europe, est énorme (96,2% du PIB) et continue d'augmenter. La qualification de cette dette nationale a été rabaisée, ce qui augmente son coût.

L'Irlande est peut-être le pays de la zone euro qui est le plus proche de l'insolvabilité. Selon les prévisions officielles de l'UE, en 2009, son PIB reculera de 5%, son déficit public atteindra 11% et le chômage 10%. Le système bancaire est mis sous intervention, les dettes des banques sont garanties, la majorité de ses actions sont entre les mains de l'Etat et les dépôts sont garantis. Mais les banques continuent à se délabrer alors que le gouvernement est incapable de garantir les fonds et les dépôts. Le prix de couverture de la dette publique irlandaise a été triplé en une semaine. Le ministre allemand des Finances a déclaré qu'il fallait être préparé pour voler au secours « des États avec des difficultés dans leurs paiements ».

L'Etat espagnol a le triste record européen de chômage. En janvier 2009, il dépassait les 3,3 millions et on prévoit qu'il arrivera à 4,5 en décembre (20% de la population active). Le déficit public sera autour de 6,2% du PIB en 2009, alors que le déficit extérieur continuera à être un des plus grands du monde. Une blague lors du récent Forum de Davos qualifiait le pays comme « *fonds hypothécaire de haut risque* ». Ce n'est pas une plaisanterie : en février 2009, le principal fonds espagnol d'investissement hypothécaire, appartenant à la Banque de Santander, s'est vu dans l'incapacité de faire face au retrait massif de fonds et a décrété un « blocage » pour deux ans. La qualification de la dette publique espagnole a été abaissée par les agences internationales, ce qui complique son accès aux marchés financiers internationaux et élève le prix de son financement. Les entreprises étatiques (les bijoux de la couronne) tombent déjà dans les mains du capital étranger. L'Enel italienne vient de s'offrir l'entreprise électrique Endesa et beaucoup se demandent combien de temps la Repsol pétrolière résistera à ce genre d'opérations.

La crise de l'UE

Le discrédit populaire avec l'Union Européenne est intense et croît avec la perception de son rôle comme instrument fidèle de l'« Europe du capital ». Le projet est en crise ouverte depuis que le peuple français, en mai 2005, a rejeté la Constitution européenne néo-libérale et impérialiste. La manœuvre postérieure de Sarkozy, de remplacer la Constitution manquée par un Traité avec les mêmes contenus (qui pourrait être approuvé uniquement par les parlements et les gouvernements), s'est avéré aussi un fiasco, étant donné l'opposition du peuple de l'Irlande. Depuis lors, le Traité est dans les limbes.

La crise mondiale accentuée, en même temps, la nécessité du capitalisme européen de s'appuyer sur l'UE pour ordonner ses rangs et faire face, dans de meilleures conditions,

au colosse américain, ce qui, contradictoirement, accentue sa crise. L'élargissement à de nouveaux pays se trouve paralysée, des institutions communautaires se sont mises en retrait au profit des gouvernements nationaux, en particulier allemand et français, qui mettent en avant leurs propres plans sur le terrain économique, financier, énergétique, diplomatique et militaire. L'UE se voit plongée dans un climat de plus en plus nationaliste, avec des gouvernements qui s'efforcent, sans rougir, de servir leurs propres bourgeoisies nationales.

En réalité, la possibilité a déjà commencé à pointer à l'horizon, que la crise puisse aller tellement loin qu'elle arrive à provoquer un éclatement hypothétique de l'euro et de l'actuelle UE. La perspective de cessation de paiements de pays de la zone euro (l'Irlande et la Grèce) est à l'ordre du jour comme une menace proche. Le destin de l'euro et de l'UE elle-même sont donc incertains et seront à la merci de grands soubresauts. Ce qui est certainement hors de doute, c'est que la crise mondiale va donner lieu à une autre configuration de l'Europe.

La chaudière de la lutte de classes

La lutte de classes se réchauffe à toute vitesse en Europe, au grand dam des gouvernements et bourgeoisies qui, en même temps, l'attisent avec leurs mesures contre les travailleurs. Pratiquement tous les pays vivent des mobilisations ouvrières et populaires qui se radicalisent et deviennent massives à la chaleur d'une crise qui attaque pleinement l'emploi et les conquêtes ouvrières, et qui appauvrit de vastes secteurs des couches moyennes.

Nous entrons dans une période marquée par une crise historique du capitalisme qui rompt toutes les digues, et par une **ébullition générale du mouvement de masses** qui commencent à être frappées brutalement après une longue décennie de « prospérité », une ébullition qui accélère le discrédit général des différents gouvernements.

Les attaques des gouvernements et des bourgeoisies

Malgré les grands profits obtenus pendant les années récentes et les aides actuelles gigantesques des gouvernements, les entreprises ont commencé à se décharger du coût de la crise sur les travailleurs. La principale attaque se manifeste à travers la grande augmentation du chômage, le ralentissement des embauches et les licenciements massifs qui ont déjà lieu dans toutes les grandes entreprises. On estime que 10 000 postes de travail disparaissent quotidiennement. Dans l'industrie automobile, Renault a annoncé 6 000 licenciements en France ; Nissan 1 700 en Espagne, et ainsi de suite. Un autre secteur très touché a été la construction. En Espagne, on estime que, fin 2009, il y aura 900 000 travailleurs de la construction sans travail.

Certains gouvernements veulent aussi **éliminer les allocations de chômage**. Avec un grand cynisme, Miguel Angel Fernández Ordoñez, Gouverneur de la banque d'Espagne, dit qu'une des causes du haut taux de chômage dans le pays est son « *marché du travail inefficace* ». C'est pourquoi, il y faudrait « *mener à bien des réformes structurelles des institutions de travail* », en commençant par réduire au minimum les allocations de

chômage, aujourd'hui à charge des entreprises, et à les transférer à l'Etat¹. Cela paraît incroyable mais, pour réduire le chômage... il faudrait baisser le coût du licenciement pour les entreprises, alors que, d'autre part, les gouvernements continuent à « aider » les entreprises qui licencient.

Conjointement aux licenciements, **s'approfondit aussi l'attaque contre les salaires et les conditions d'embauche**, à travers les "plans de viabilité" pour les travailleurs qui conservent leur emploi et pour les nouveaux contrats. Ces plans étaient promus par les entreprises, mais maintenant, en profitant de la crise, elles redoublent en intensité, présentés, de manière hypocrite, comme des « *plans pour sauver l'emploi* ».

Parallèlement se développent des attaques contre les travailleurs immigrants, que les bourgeoisies ont utilisé pour baisser les coûts du travail dans la période de montée économique (voir article). Il y a aussi la réduction des budgets étatiques pour les services essentiels, comme l'éducation et la santé publiques, qui implique la réduction et le gel des salaires pour les travailleurs de l'Etat, et la perte de milliers d'emplois, comme ce sera le cas avec les enseignants en situation précaire en Italie, si la réforme éducative proposée par le gouvernement Berlusconi aboutit.

La réponse des travailleurs et des masses

Déjà des mois avant que la crise et le chômage massif commencent à faire des dommages dans tout le continent, la grande **rébellion grecque** annonçait l'entrée dans une nouvelle période de la lutte de classes continentale. Entamée le 6 décembre en réponse à l'assassinat du jeune Alexis, elle a eu comme protagoniste la « génération des 700 euros » et a donné lieu à une semi-insurrection spontanée qui a mis la Grèce en ébullition.

La montée ouvrière et populaire s'est étendue à d'autres pays. Voyons quelques uns des faits les plus importants :

Espagne

De nombreuses luttes sectorielles se sont développées, en particulier contre les « Dossiers de Règlement d'Emploi » (les ERE)), avec lesquels les entreprises présentent leurs plans de licenciement. A Barcelone, Nissan veut écarter 1 700 travailleurs (ce qui en écarte d'autres 4 000 chez les sous-traitants). En novembre, une manifestation contre les ERE des travailleurs de Nissan, de Pirelli, de Tyco, de Delphi, et d'autres entreprises, convoquée par les centrales CC.OO. et UGT, a réuni 40 000 personnes. A Madrid, en novembre dernier, la Coordination des Travailleurs de la Santé Publique a réalisé une manifestation contre la privatisation du secteur (20 000 personnes). Pour compléter le tableau, des dizaines de milliers d'étudiants ont manifestés contre la privatisation de l'enseignement universitaire, et une rencontre nationale est maintenant en préparation pour continuer la lutte.

France

¹ (Source, en Espagnol : *La economía española después de la crisis*, 11/2/09, extrait de <http://www.bde.es/prensa/intervenpub/gobernador/mfo100209.pdf>).

Le 29 janvier dernier, il y a eu une grève générale massive, convoquée par les huit centrales syndicales, « *contre le soutien unilatéral que l'Etat français offre aux banques et à l'industrie avec le paquet de mesures pour réactiver la conjoncture économique* », et pour exiger que le gouvernement mette en oeuvre « *des dépenses massives de l'Etat pour aider aussi les travailleurs et les chômeurs à faire face aux conséquences de la crise financière et économique* » (Clarín, 30/01/09). Une nouvelle grève générale est convoquée pour le 19 mars. Dans les territoires français d'outre-mer de Guadeloupe et Martinique (dans les Caraïbes), se développe depuis plusieurs semaines une grève générale, en protestation contre la perte du pouvoir d'achat et en exigeant une aide financière du gouvernement de Sarkozy.

Irlande

Le 21 février dernier, « *quelque 120 000 personnes se sont réunies dans la capitale d'Irlande (Dublin), un des pays européens les plus touchés par la crise globale, pour protester contre le rôle du gouvernement et des banques dans la débâcle financière* » (La Nación, 22/2/09). La protestation, une des plus grandes dans l'histoire du pays, a été convoquée par plusieurs syndicats, contre la décision du Premier ministre conservateur Brian Cowen de grever les pensions de 350 000 fonctionnaires avec un impôt.

Italie

Le 17 octobre dernier, les « *syndicats alternatifs* » ont appelé à une journée de grève et de mobilisation. A Rome, des milliers de manifestants, spécialement des travailleurs des écoles et de jeunes étudiants, se sont opposés à la réforme éducative promue par le gouvernement Berlusconi. Pour affaiblir le mouvement du 17, la plus grande centrale syndicale italienne, la CGIL, a appelé à une grève de 4 heures pour le 13, mais beaucoup de secteurs, comme celui des fonctionnaires publics et des métallos, ont décidé d'étendre la protestation à toute la journée. Les syndicats alternatifs ont aussi rejoint cette convocation, avec leur propre plate-forme de revendications, et il y a eu des mobilisations avec des dizaines de milliers de participants dans les principales villes italiennes. Le secteur de l'éducation (enseignants et étudiants) a continué avec la lutte dans les mois suivants. Le 13 février, la CGIL, mise sous pression par la convocation de la fédération des métallos, a appelé à une nouvelle journée de lutte. A Rome a eu lieu une manifestation gigantesque de 700 000 personnes, avec une forte présence de fonctionnaires publics, de métallos et d'étudiants.

Portugal

L'avant-garde actuelle sont les professeurs, en lutte contre un plan de restructuration du système éducatif et de la carrière d'enseignant, promu par le gouvernement du « *socialiste* » Sócrates. Le 8 novembre dernier a eu lieu une manifestation avec 120 000 participants, une des plus grandes depuis les mobilisations de la révolution de 1975. Le 15 novembre, face à la tentative des syndicats « *officiels* » de pactiser avec le gouvernement, le poids d'organisations de base indépendantes dans la lutte augmente. Elles ont réalisé par la suite une convocation propre avec plus de 15 000 personnes, en marge de l'appareil de la bureaucratie syndicale, qui cherchait à démobiliser.

Pour un plan ouvrier et de lutte contre la crise

Les bourgeois et leurs gouvernements disent que la seule alternative, face à la crise, est le sacrifice de millions de travailleurs. Mais c'est « *leur issue* », pas la nôtre. Il faut inverser la logique des patrons : que la crise soit payée par les capitalistes, pas par les

travailleurs. Il est possible de **combattre pour une politique économique dont l'axe directeur est de résoudre les nécessités urgentes des travailleurs et du peuple face à la crise**. L'argent pour ces mesures doit sortir, d'une part, des milliards que les banques et les entreprises reçoivent des gouvernements et, d'autre part, des profits fabuleux qu'elles ont obtenus durant ces années.

C'est pourquoi, la première mesure nécessaire est de **nationaliser la banque**. Non pas comme le font des gouvernements, comme le britannique, mais en les expropriant, sans aucun type de paiement à leurs propriétaires, pour qu'elles fonctionnent dans **un système bancaire étatique unique**, sous le contrôle des travailleurs.

Le principal problème qui affecte les travailleurs européens est le chômage. C'est pourquoi, les mesures et la lutte doivent tendre à la défense de l'emploi. Contre le chômage, il faut se battre pour **l'interdiction de licenciement**, et exiger cela des gouvernements. Pour que ceci ne reste pas lettre morte, la manière de garantir réellement cette mesure est la nationalisation sans indemnisation des entreprises qui licencient, ce qui, en outre, serait bien meilleur marché que l'aide de milliards que reçoivent les entreprises.

Face à la baisse de la production (qui, aux moments de hausse, était réalisée dans des conditions de surexploitation et de rythmes de travail exténuants), nous devons avancer l'échelle mobile des heures de travail (réduire proportionnellement la journée de travail de tous les travailleurs) sans réduction de salaire. Ainsi, il serait possible d'appliquer la semaine de travail de 36 ou de 35 heures hebdomadaires. Entre-temps, pour les travailleurs qui ont déjà perdu leur travail, une assurance de chômage à charge de l'état et des entreprises est indispensable, qui couvre les nécessités d'une famille, jusqu'à ce que l'Etat garantisse un emploi digne.

En même temps, pour mettre un terme au chômage, il est très important d'exiger des gouvernements qu'ils entament immédiatement des plans de travaux publics qui donnent du travail à des millions et qui, au lieu de laisser se détériorer les services publics, construisent des hôpitaux, des écoles et des universités publiques, des logements populaires de qualité.

D'autres points sont la **diminution de l'âge de la retraite** et que chaque pensionné soit remplacé par un travailleur avec les mêmes droits garantis par la loi ; le rejet à toutes les propositions patronales de réformes de travail promouvant la précarisation et la flexibilisation, en exigeant **la défense inconditionnelle des droits de travail et sociaux acquis**. Tout recul qu'ils parviennent à nous imposer maintenant va coûter du sang pour le récupérer dans le futur et la seule chose garantie est le bénéfice patronal. Finalement, la crise produit une augmentation de la pauvreté et une détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est pourquoi, nous devons combattre pour une augmentation générale des salaires, des retraites et des pensions.

Avancer dans l'organisation indépendante

Toutes les luttes que nous avons citées ont été le résultat de la pression et le mécontentement de la base. **Les appareils syndicaux sont actuellement le principal frein à la mobilisation et un grand appui des gouvernements**, des appareils qui, pendant la dernière période, se sont appuyés sur des secteurs de l'aristocratie ouvrière

qui profite de la « prospérité ». Ils ont ainsi renforcé leurs privilèges bureaucratiques, tandis qu'ils s'alliaient aux gouvernements et aux patrons pour généraliser la précarité et les bas salaires de la majorité des travailleurs (spécialement de la jeunesse), en donnant leur aval à la discrimination et la surexploitation des travailleurs immigrants, devenus une partie consubstantielle de la classe ouvrière européenne.

Pendant ces années, la classe ouvrière européenne a dû endurer des coups importants, mais elle n'a subi aucune défaite historique et elle est donc en condition de répondre aux grandes pénalités auxquelles la crise capitaliste la condamne. Mais, ceci étant dit, il ne faut pas oublier que nous trouvons, en même temps, avec un retard subjectif énorme, tant sur le terrain de l'organisation des oppositions de classe à la bureaucratie syndicale comme sur celui du groupement de la gauche révolutionnaire.

Toutefois, avec l'augmentation du chômage, les attaques contre droits ouvriers et les services publics, les bases de la domination de la bureaucratie syndicale sont condamnées à se fissurer, puisque ce ne sont déjà plus seulement les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière qui sont attaqués mais aussi de vastes couches de l'aristocratie ouvrière et des couches moyennes.

Il est évident que, tant que ces bureaucraties continueront à contrôler les appareils syndicaux et, en ce sens, à diriger la majorité des travailleurs, **une politique d'exigences envers ses directions est nécessaire pour qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises, et qu'elles se mettent à la tête de véritables plans de lutte nationaux et européens.** Dans ce cadre, il est nécessaire de promouvoir l'unité de toutes les organisations ouvrières dans le but d'obtenir des mobilisations et des luttes massives et fermes, qui répondent aux attaques des gouvernements et des patrons.

Mais, parallèlement, pour avancer dans une réponse de lutte en accord avec la situation et les attaques, il est devenu nécessaire d'avancer dans la promotion d'une véritable organisation démocratique et de lutte des travailleurs, qui peut se fortifier comme alternative à ces bureaucraties et leurs appareils. En ce sens, des expériences comme la coordination des syndicats alternatifs italiens, comme celle des organisations indépendantes de base des enseignants portugais ou comme celle de la Coordination de la Santé de Madrid, peuvent montrer le chemin.

Le racisme et la xénophobie avancent

Pendant des années, la bourgeoisie européenne a utilisé la main d'œuvre immigrante, abondante et avec de plus grandes facilités pour son exploitation, pour sa croissance économique. Maintenant, avec la manifestation de la crise économique, c'est le secteur qui en subit les conséquences en première instance. La bourgeoisie veut faire retomber le coût de la crise sur les travailleurs, et parmi eux, les plus exploités et les plus exposés sont les immigrants. Le chômage a fait des ravages dans l'immigration : dans la construction et dans l'industrie, ce sont les plus précaires qui sont licenciés.

Les gouvernements européens se sont préparés pour se défaire de la main d'œuvre excessive avec des lois discriminatoires et répressives contre les immigrants. L'année passée a été approuvée la « directive du retour » dans l'UE (connue comme la

« directive de la honte ») qui permet la détention jusqu'à 18 mois des immigrants illégaux, pour faciliter leur expulsion. Les autorisations de travail et de résidence sont liées, en grande partie, au maintien d'un contrat de travail, dont la perte finit par supposer la fin de la légalité et la possibilité de l'expulsion. Les gouvernements de l'UE adaptent leurs législations à cette directive. L'« accord sur l'immigration et l'asile » des 27 pays de l'Union européenne a décidé de promouvoir l'expulsion des immigrants irréguliers, d'interdire à tous les pays de promouvoir des régularisations massives, ainsi que d'« améliorer » le contrôle des frontières.

Les mesures réactionnaires sont mises en œuvre par le gouvernement italien de Berlusconi : Il a augmenté de 2 à 6 mois le temps de détention des immigrants « irréguliers » et il est arrivé à approuver la formation de « patrouilles ambulantes nocturnes » (formées par d'anciens policiers, d'anciens militaires et des civils) pour surveiller les villes. Ces patrouilles font penser aux groupes de fascistes de l'époque de Mussolini et ils sont le résultat d'une campagne xénophobe qui assimile l'immigration à la délinquance. Les chiffres de délinquance sont en déclin en Italie, mais les cas qui se rapportent à des délinquants étrangers sont grossis pour créer un état de psychose qui rend l'implantation des patrouilles plus facile. Ils ont imposé le contrôle d'entrée et de sortie des campements qu'ils ont créés pour des immigrants, hors des villes.

Mais l'attaque contre les immigrants n'est pas l'exclusivité des gouvernements de « droite ». En Espagne, le gouvernement de Zapatero a annoncé qu'il réformera l'actuelle loi sur les étrangers et il a déjà approuvé un avant-projet pour durcir les mesures actuelles. Dans cette réforme, est puni avec des amendes allant jusqu'à 30 000 euros « celui qui promeut la permanence irrégulière d'un étranger en Espagne ». Ceci signifie que celui qui héberge un sans-papiers dans sa maison et le nourrit est criminalisé. La persécution se fait comme « chasse aux immigrants ». La police de Madrid doit remplir chaque semaine des quotas de capture d'immigrants sans papiers et elle en est arrivée à tracasser celui qui s'approchait de son consulat ou des portes d'un collège pour reprendre ses enfants. Il y a même eu des dénonciations de réquisition de domicile. Les mauvais traitements dans les centres de réclusion, où les immigrants attendent leur expulsion, sont permanents.

En France, Sarkozy, le promoteur des mesures contre les immigrants en Europe, a introduit des mesures « d'intégration » pour les immigrants, comme l'apprentissage de la Marseillaise et de l'obligation de savoir le français. Toutefois, dans les derniers 4 mois, 3 000 postes de professeurs d'appui pour les élèves avec des difficultés ont été supprimés.

Suite de la grève de Lindsay Oil, le gouvernement britannique a exigé des institutions de l'UE que le règlement des travailleurs en déplacement soit modifié, au bénéfice des travailleurs locaux. Ceci facilitera encore plus la discrimination dont font déjà l'objet les travailleurs immigrants.

Santé et éducation

Face à la crise économique, nous voyons que les gouvernements, en même temps qu'ils donnent de l'argent aux banques et aux entreprises, annoncent des coupures budgétaires pour réduire des dépenses de l'Etat. De cette manière, l'éducation et la santé publiques se détériorent. Les familles de travailleurs immigrants n'ont pas d'autre possibilité que

de recourir au service public. Les gouvernements européens, se faisant l'écho de l'extrême droite, utilisent comme excuse de la détérioration, non les coupures budgétaires et la privatisation mais l'« excès » d'immigrants qui fréquentent le réseau public.

Les bureaucraties syndicales contre l'unité de la classe ouvrière

En Espagne, CC.OO., et UGT acceptent la discrimination des travailleurs immigrants qui n'ont pas d'autorisation de résidence de longue durée. Les messages racistes et xénophobes finissent par entrer dans les rangs des travailleurs à travers des arguments comme « *les émigrants acceptent des salaires et des conditions de travail inférieures à celles des travailleurs nationaux* » (comme si les émigrants les acceptaient par plaisir et avaient la possibilité de choisir !). Les gouvernements sont les responsables de favoriser des législations sur les étrangers, qui donnent lieu, de fait, à des citoyens de seconde catégorie. Mais les bureaucraties syndicales aident à ce que ces messages se répandent parmi les travailleurs, en soutient des mesures discriminatoires. Ce rôle criminel favorise le renforcement des organisations fascistes et de leurs discours en direction des travailleurs.

Le danger de la croissance des bandes fascistes

Les organisations fascistes ont pris comme thème central en Europe « l'expulsion des immigrants ». Leurs messages, que les immigrants accaparent les emplois des nationaux, trouvent un écho très facile avec la crise économique. Des partis fascistes, comme le BNP britannique, commencent à s'ancrer dans le secteur le plus arriéré des travailleurs anglais. Parmi les jeunes espagnols, 14% jugent qu'ils voteraient pour des partis racistes si l'immigration augmentait. En Italie, le danger provient du gouvernement lui-même, qui facilite la formation des patrouilles ambulantes.

Il faut restaurer l'unité de la classe ouvrière

Pour faire face à la perte d'emplois et de pouvoir d'achat, et pour défendre les conquêtes et les services publics de qualité, les travailleurs européens devront faire face à la xénophobie que les gouvernements et les bureaucraties syndicales favorisent. Les problèmes des travailleurs sont les mêmes, quel que soit leur pays. La division et la culpabilisation du secteur le plus faible et le plus exposé aux conséquences de la crise servent seulement pour que les gouvernements appliquent leurs plans en faveur des patrons et détruisent les services publics, et aussi pour que grandissent les organisations et les discours fascistes.

Nous, la LIT-QI, nous pensons que c'est une bataille que nous ne pouvons pas remettre à plus tard. La lutte unitaire de la classe ouvrière a donné des exemples excellents ces derniers temps. En Grèce, les travailleurs immigrants ont participé aux mobilisations du mois de décembre dernier, tant ceux qui sont arrivés récemment et qui souffrent les agressions et la répression policière, comme les jeunes de seconde génération, qui ont fait face au gouvernement qui les condamne à la misère. Dans une grande partie de l'Europe, nous avons vu comment des milliers de travailleurs ont défilé avec les immigrants d'origine arabe contre l'agression à la Bande de Gaza par Israël. Dans la lutte des travailleurs de la propreté du métro de Madrid, où une grande partie des travailleurs sont des immigrants, une victoire a été obtenue grâce à l'unité de tous les

travailleurs, sans distinction selon le sous-traitant ou la nationalité. Il est essentiel de mener la bataille sur le terrain syndical : toute discrimination envers les immigrants qui est favorisée par la bureaucratie doit être dénoncée comme une trahison envers l'ensemble de la classe ouvrière.

L'Europe de l'Est

Est-ce déjà l'explosion ?

Selon de récentes prévisions, les pays d'Europe de l'Est étaient mieux placés que ceux d'Europe occidentale pour faire face à la crise économique mondiale. Mais la réalité montre qu'ils en sont, au contraire, lourdement affectés et que l'impact y est beaucoup plus grand.

Dans ces pays, les états ouvriers se sont effondrés au début des années 90 et le capitalisme y a été restauré. Aujourd'hui, certains, comme la Slovaquie ou la Slovénie, intègrent la zone euro ; certains encore, comme la République tchèque, la Hongrie ou la Lettonie, font seulement partie de l'Union Européenne sans intégrer la zone euro ; d'autres enfin, comme l'Ukraine ou la Russie, sont restés hors Union.

Au-delà de ces différences, la restauration a été menée à coup de grands investissements des pays d'Europe occidentale (selon la revue britannique **The Economist**, "*les banques d'Europe Occidentale ont investi jusqu'à 1,5 billion (NdT : 1 500 milliards) d'euros en Europe Centrale et Orientale*"). La majorité de ces pays sont aujourd'hui des semi-colonies des puissances européennes. Leurs systèmes financiers et leurs principales entreprises industrielles sont des filiales ou des sous-traitants des entreprises occidentales, lesquelles profitent sur place d'un bas coût salarial et d'une main d'œuvre hautement qualifiée.

Il était absolument impossible que ces pays sortent indemnes de l'actuelle crise (ou bien qu'ils subissent des conséquences mineures). Au contraire, ils en sont touchés encore plus lourdement, les gouvernements et entreprises occidentaux aidant avant tout les maisons mères et ce, au détriment de leurs filiales en Europe de l'Est.

« Les gouvernements d'Europe de l'Est accusent le centralisme de l'UE "d'exporter" la crise de ses entreprises et banques sur les économies de la région, et de pratiquer un protectionnisme hermétique. Par exemple, la France a accordé des prêts et des subventions à ses fabricants d'automobiles (6 milliards d'euros), mais à condition que les entreprises maintiennent l'emploi dans le pays lui-même et qu'elles ne délocalisent, sous aucun prétexte, une partie de leur production en République tchèque, en Slovaquie ou en Roumanie, pays où Peugeot-Citroën et Renault possèdent des usines d'assemblage. » (Agence EFE, 24/2/2009).

« Argentine sur Danube »

Les systèmes financiers des pays d'Europe de l'Est sont en passe de s'effondrer de façon accélérée, sans que les gouvernements aient les ressources ni la capacité de les soutenir, comme cela se fait en Europe occidentale. Des pays comme la Lettonie sont déjà en situation de faillite. En Ukraine, la production industrielle est en chute libre, l'inflation

s'est élevée à 22,3% (la plus haute d'Europe) en 2008, et les investissements étrangers ont disparu. La Russie, qui brigait une place en tant que puissance régionale, a vu sa production tomber de 6% en novembre et de 8% en décembre, le recul cumulé des six derniers mois arrivant à 35,5%.

The Economist utilise le titre d'"Argentine sur Danube" (référence à la crise aiguë qu'a vécue ce pays fin 2001) pour analyser la situation qu'il prévoit :

« *La crise montre que, 20 années après la chute du Mur de Berlin et 5 années après l'élargissement de l'UE à l'Est, le seul recours de ces pays est d'invoquer la solidarité des puissances européennes et d'en appeler au FMI [...] Ces pays n'ont pas de moyens pour soutenir leurs géants économiques, bancaires et automobiles comme le font les grandes puissances européennes [...] Les monnaies d'Europe de l'Est se dévalorisent, et alors que beaucoup de citoyens et d'entreprises s'étaient endettés en euros ou en francs suisses, ils se voient maintenant dans l'impossibilité de rembourser les prêts. Depuis l'été, et vis-à-vis de l'euro, le zloty polonais est tombé de 48%, le forint hongrois de 30% et la couronne tchèque 21%. [...] Le problème, pour l'UE, c'est que la chute des banques de l'Est entraînerait aussi les banques de l'Ouest, ces dernières étant très exposées sur les marchés polonais, hongrois, tchèque, roumain et des pays baltes. Au total, les banques d'Europe Occidentale ont investi jusqu'à 1,5 billion (NdT : 1 500 milliards) d'euros en Europe Centrale et Orientale. Le plus exposé, l'Autriche, a investi à elle seule quelque 220 milliards d'euros, l'équivalent des trois quarts de son PIB. ».*

Les réponses des travailleurs

Cette situation a déjà plusieurs effets. D'une part, elle affaiblit les gouvernements pro-occidentaux - nous avons déjà évoqué la chute de celui de la Lettonie -, en même temps qu'elle les oblige à lancer de dures attaques contre les travailleurs : inflation résultant des dévaluations, réduction des conquêtes, augmentation accélérée du chômage. D'autre part, cette situation a produit ce que la presse décrit comme "*certaines des plus grandes mobilisations et grèves des 20 dernières années*" (Agence Reuter, 3/2/2009). Voyons certains de ces mouvements :

Hongrie

Une grève des travailleurs des entreprises d'Etat, lancée par le Syndicat Libre des Travailleurs Ferroviaires (VDSZSZ), a paralysé le transport ferroviaire le 15 février, pour réclamer une augmentation salariale de 10% et une prime de 1 000 euros par employé. Les syndicats de la Compagnie de Transport Urbain de Budapest (BKV) ont effectué, le 17 février, une grève d'une demi-journée pour exiger la stabilité financière de l'entreprise ; ensuite, les travailleurs ferroviaires et les principaux syndicats du pays ont adhéré à cette échéance, la transformant en une grève générale contre le plan de privatisation de la sécurité sociale et de baisse des pensions proposé par le gouvernement du Parti Socialiste Hongrois (Agences EP/AP, 17/2/09).

Lettonie

Une série de mobilisations d'agriculteurs protestant contre la diminution de leurs revenus a entraîné la démission du ministre de l'Agriculture (Agence Reuters, 3/2/09). Cette année il y a eu d'importantes mobilisations de chômeurs.

Pologne

Au cours de la seconde moitié de 2008, il s'est développé une vague de grèves et protestations dans tout le pays, comme réponse à la montée des prix et à la perte du pouvoir d'achat des travailleurs, avec des manifestations qui ont réuni des milliers de

personnes dans diverses villes. Il y a eu aussi des protestations et des mobilisations en juillet, avec des dizaines de milliers de travailleurs des chantiers naval de la Mer du Nord contre la privatisation de leur entreprise, des mineurs (un autre important secteur de la classe ouvrière polonaise), des travailleurs d'entreprises étrangères comme Michelin ou Fagor, et aussi d'autres secteurs comme l'électricité et l'automobile. Ces manifestations ont été les plus importantes depuis celles des années 80 et 90.

République Tchèque

En milieu d'année 2008, une importante grève générale est intervenue, convoquée par la Confédération Tchèque/Morave d'Unions Syndicales et par l'Association de Syndicats Indépendants, contre les réformes économiques et sociales du gouvernement du premier ministre Mirek Topolánek. On estime qu'il y a eu un million de grévistes, le mouvement ayant eu un fort impact sur les transports (czech.titio.cz/es), 24/6/08).

Ukraine

En février dernier, devant la paralysie de la production, les travailleurs de l'entreprise de machines agricoles XMZ en ont occupé les locaux et exigé du gouvernement une nationalisation sous le contrôle des travailleurs. Il y a quelques jours, le président du Forum National de Syndicats d'Ukraine (FNSU), Miroslav Yakibchuk, a prévenu les autorités sur la possibilité d'une grève générale incontrôlée dans le pays : *"La société ukrainienne est au bord d'un mouvement de grève incontrôlable et qui pourrait entraîner des conséquences imprévisibles pour l'État [...] De telles actions risquent de déboucher sur une rébellion collective et violente contre l'autorité [...] les personnels de plus de mille entreprises sont disposés à entreprendre des actions radicales"*. Yakibchuk a reconnu que, malgré leurs intentions d'être *"un instrument de dialogue"* avec le gouvernement, les syndicats *"pourraient se voir impuissants devant l'agressivité massive des personnes déçues, des milliers d'entre elles restant chaque jour sans emploi ni moyens de subsistance"* (Agence Novosti, 24/2/09).

Comme l'indique *The Economist*, la situation en Europe de l'Est est explosive. La comparaison avec l'Argentine de 2001 prend tout son sens quand nous voyons qu'en Lettonie, Lituanie et Bulgarie il y a eu des manifestations de chômeurs, massives et violentes. Dans les années 90, en Argentine, une chanson a fait un tube, et nous la paraphrasons ici : est-ce déjà l'explosion ?